Grèce : Papandréou annonce un référendum sur l'accord européen (MàJ)

01/11/2011 à 12h06
[…]**En Grèce, le pari risqué d'un référendum.**

Addendum : Nicolas Sarkozy réunira mardi à 17h les principaux ministres concernés par la crise de la dette grecque, a annoncé la présidence française. Participeront à cette réunion le Premier ministre, François Fillon, et les ministres des Affaires étrangères, des Affaires européennes, de l'Economie et du Budget, Alain Juppé, Jean Leonetti, François Baroin et Valérie Pécresse, ainsi que le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. 20 minutes

Le député-maire UMP de Nice Christian Estrosi a qualifié de «*totalement irresponsable*» la décision du premier ministre grec d'organiser un référendum sur le plan d'aide de son pays élaboré la semaine dernière à Bruxelles.« J'ai l'impression, a-t-il poursuivi, qu'il y a un vent de panique qui souffle sur lui (le Premier ministre grec) et son parti» Le Figaro

Pour **Florian Filippot**, directeur de la campagne présidentielle de Marine Le Pen, c'est «*déjà le début de la fin pour le nouvel accord !*» ajoutant que ce référendum est «*une première lueur démocratique dans un pays soumis aux pires pressions depuis des mois maintenant, le peuple se voyant en permanence sommé d'accepter*». Le Figaro (Merci à snooker)

Les propos du Premier ministre grec ont créé la surprise. Les Grecs «veulent-ils l'adoption du nouvel accord (de la zone euro sur la dette grecque, ndlr) ou le rejettent-ils ? Si les Grecs n'en veulent pas, il ne sera pas adopté», a déclaré Georges Papandréou devant le groupe parlementaire de son parti, le Pasok, lundi soir en laissant entendre que le

référendum était attendu pour le début 2012.

D’ici là, il va demander un vote de confiance sur ce fameux accord au Parlement, où il dispose d’une majorité qui s’est effritée à 153 députés sur 300 sièges. Ce vote devrait intervenir vendredi. **Un sondage paru le week-end dernier montre qu’une majorité de Grecs jugent les décisions du sommet négatives, 12,6% seulement les jugeant positives. Beaucoup craignent une perte de souveraineté, alors que l’UE, la Banque centrale européenne et le FMI vont s’installer de façon permanente à Athènes pour vérifier l’application des mesures d’austérité.** [Lire la suite]

Le Parisien